

LA SANTÉ
en
danger

Le 22 octobre dernier a été présenté en conseil des ministres le projet de loi *Hôpital, Patients, Santé, Territoires*. Le débat sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2009 s'engage cette semaine au Parlement.

Sur fond de crise financière, ces deux projets de loi viennent en continuité des mesures précédentes (franchises, tarification à l'activité pour les hôpitaux, déremboursements...). C'est une restructuration en profondeur de notre système de santé, fondée sur la privatisation et la concentration des pouvoirs.

Ces lois visent à transférer de nouvelles charges sur les assurés sociaux et à assurer la part belle au secteur privé, qui pourra accroître son entrisme dans le service public hospitalier.

Sous couvert d'autonomie, il s'agit de déconcentrer le pouvoir central au travers d'Agences régionales de santé, de regrouper les hôpitaux en *Communautés hospitalières de territoire* et de renforcer les pouvoirs du président du directoire d'établissement, remplaçant, sous une forme resserrée et non démocratique, les conseils d'administration. L'objectif est, comme pour les universités, de développer un mode

de gestion basé sur la rentabilité financière et d'encourager les établissements à rechercher une part croissante de leurs ressources à l'extérieur.

Notre système de santé, qui reste encore l'un des meilleurs du monde par son maillage territorial et sa protection sociale solidaire, est en danger. Assurés sociaux et usagers, service public de proximité, soins de qualité accessibles à tous seront les premières victimes de la politique gouvernementale.

Mais la riposte s'organise. Le combat contre les franchises médicales se poursuit ; les actions contre les fermetures de services et d'établissements s'amplifient, (comme en témoi-

gnent quelques exemples relatés dans ce bulletin) avec la campagne **Touche pas à mon hosto**, engagée par la *Coordination nationale de comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité*. Depuis le 27 septembre et **jusqu'à fin novembre, un tour de France d'initiatives est engagé**. Il rencontre un succès croissant et encourageant et pourrait aboutir à une manifestation nationale.

Le temps est donc à l'élargissement du débat et de la mobilisation pour défendre et améliorer le droit à des soins et une prévention de qualité pour tous. Avec les assurés sociaux, les usagers, les professionnels et personnels de santé, les communistes avec leurs élus prennent et continueront à prendre toute leur place dans ce combat.



la riposte s'organise

manifestation
à Luçon
en Vendée
24 octobre 2008

le
projet
santé
du PCF
en débat :

À votre santé !

pour le mettre
en débat dans
votre fédération
demandez-le :

sante@pcf.fr

POUR une action cohérente sur le budget des hôpitaux

DÉCLARATION DE LA COMMISSION SANTÉ DU 12 SEPTEMBRE 2008

La grande majorité des établissements publics de santé sont en situation financière déficitaire ou très compliquée.

La logique des EPRD (État prévisionnel des recettes et des dépenses), qui a remplacé le vote du budget, fait que les Conseil d'administration ne votent plus sur le volet recettes. L'essentiel des recettes est notifié par le directeur de l'ARH. La période des notifications, réglementairement, est courant février. C'est en application de la loi de financement de la Sécurité sociale qui est votée par le Parlement en dernière lecture fin novembre/début décembre. C'est le cas sur le niveau des

MIGAC (Missions d'intérêt général et aide à la contractualisation) et sur le niveau des tarifs qui seront appliqués dans le cadre de la T2A.

Nous proposons d'organiser :

- ◆ des initiatives en direction des parlementaires pour connaître leur engagement individuel sur le vote du PLFSS qui structure le reste de la situation des établissements.
- ◆ des initiatives coordonnées au niveau départemental ou, même mieux, régional, en direction des Agences régionales de l'hospitalisation – dès décembre et janvier – pour exiger un niveau correspondant aux besoins pour les notifications des établissements.

**BUREAU
DE PRESSE
DU PCF**

communiqué

**les deux credo
de la loi Bachelot :
privatisation et bureaucratization**

**SAMEDI 15 NOVEMBRE 2008
de 10h00 à 16h30**

2 place du Colonel-Fabien
salle des conférences
journée de travail
autour du projet

À votre santé !

venez nombreux donner votre avis
sur le projet santé du PCF

Après Mme Boutin, qui a expliqué qu'elle veut privatiser le logement social dans l'intérêt des habitants, Mme Bachelot explique qu'elle privatise la santé dans l'intérêt des malades, qu'elle ferme les hôpitaux de proximité pour lutter contre les déserts médicaux, qu'elle supprime toute place à l'intervention des soignants, des malades et des élus dans les instances de décision par souci de démocratie...

Il faudrait que le pouvoir comprenne que la crise financière est un catalyseur brutal du rejet des politiques libérales. N. Sarkozy a beau jouer les vierges effarouchées devant les désastres du libéralisme, nos concitoyens restent maintenant imperméables aux tours de passe-passe gouvernementaux. La réussite du Tour de France *Touche pas à mon Hosto*, initié par la coordination des hôpitaux et maternités de proximité, démontre la détermination de nos concitoyens pour défendre les valeurs de solidarité et le service public de santé.

Parti communiste français
jeudi 23 octobre 2008

ÇA BOUGE dans le Vaucluse

Le 20 octobre dernier, le *Collectif Santé* du Vaucluse se réunissait. Ils étaient dix.

Le Vaucluse est touché par les fermetures d'hôpitaux de proximité : Pertuis, Carpentras... Après une lutte qui a duré de long mois, et malgré une belle mobilisation populaire, l'hôpital de Pertuis a perdu son service de chirurgie.

Ce n'est pas parce qu'on a perdu une bataille qu'on a perdu la guerre ! Alors, la lutte continue pour la création d'une unité de chirurgie ambulatoire.

Un débat public est en vue. Pour le préparer, une réunion des communistes de plusieurs hôpitaux de la région (Manosque, Aix, Salon,

Cavaillon...) est envisagée. Ce sera l'occasion de faire le point des restructurations prévues par l'ARH. Et de décider une prise de position coordonnée sur la loi Bachelot.

Le deuxième point à l'ordre du jour était le débat sur le projet **À votre santé**.

Au-delà d'un accord général, les camarades ont souligné – compte tenu de la longueur du texte – la nécessité de mettre en exergue les points essentiels de la transformation du système sanitaire. Un préambule court et facilement utilisable au quotidien pourrait y contribuer.

La gratuité des soins a été évoquée comme la principale idée force autour de laquelle pourrait se construire ce préambule.

parole d'élue

PLFSS 2009

un nouveau tour de vis budgétaire



par **Jacqueline Fraysse**
députée des Hauts de Seine

Discuté devant le Parlement à partir du 28 octobre, le PLFSS 2009 prévoit le maintien du déficit du régime général autour de 8,6 milliards d'euros. La persistance de ce déficit de la Sécurité sociale justifie un nouveau tour de vis pour la médecine de ville, pour les hôpitaux et pour les différentes branches : vieillesse, famille et accident du travail/maladies professionnelles.

Si le déficit perdure, c'est bien parce que le gouvernement refuse toujours de prendre les mesures d'envergure nécessaires pour un financement pérenne et suffisant permettant d'augmenter les **recettes** de la Sécurité sociale.

Ce projet se limite à quelques mesures ponctuelles très insuffisantes comme l'augmentation de **la taxe sur le chiffre d'affaires des mutuelles et assurances complémentaires qui, à terme, pénalisera les assurés, et une taxation à minima des niches sociales. Les stock-options seront épargnés.**

L'hôpital fournit un parfait exemple de l'impasse dans laquelle nous conduisent ces choix essentiellement guidés par la maîtrise comptable des dépenses.

Ce PLFSS propose à la fois **un nouveau tour de vis budgétaire** et l'organisation de **la mise sous tutelle** des hôpitaux déficitaires, au détriment de toutes considérations médicales et sociales.

Non seulement ce texte n'apporte donc aucune réponse de fond, mais il poursuit le processus engagé de privatisation et d'étatisation de notre système de soins.

Nous avons déposé de nombreux amendements pour dénoncer et entraver ce double mouvement ainsi que pour formuler des propositions visant à construire un système de soins qui adapte les moyens aux besoins, et non l'inverse.

LA FIÈVRE MONTE à

la santé n'a pas de prix...

Dans le cadre du Tour de France *Touche pas à mon hosto !*, plus de 200 personnes se sont retrouvées à Bezons, à l'invitation du Comité de défense de l'hôpital d'Argenteuil, ce mardi 21 octobre.

Sous la présidence de Dominique Lesparre, maire communiste de Bezons et vice-président du Conseil général, étaient invités à intervenir dans le débat, Jacqueline Fraysse, députée communiste ; Christiane Leser, présidente du comité de défense ; Florelle Prio, adjointe au maire de Bezons chargée de la Santé ; Philippe Doucet, maire socialiste d'Argenteuil et président du Conseil d'administration de l'hôpital d'Argenteuil et Françoise Nay, vice-présidente de la *Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité*.

Dans la salle, personnel de l'hôpital, professionnels de la santé, élus des deux communes, patients sont venus témoigner du dysfonctionnement du système de santé et notamment de la situation de l'hôpital d'Argenteuil. Questionné par le personnel de l'hôpital sur son engagement pour faire adopter le "contrat de retour à l'équilibre" pour l'hôpital d'Argenteuil (rejeté lors du CA par les représentants du personnel et les élus

Bezons

plus de 200 personnes le 21 octobre dernier autour de Dominique Lesparre, Jacqueline Fraysse, Christiane Leser, Florelle Prio, Philippe Doucet et Françoise Nay



communistes), Philippe Doucet, maire socialiste d'Argenteuil, l'a justifié par la pression de la politique nationale. À cela, Jacqueline Fraysse, reconnaissant la difficulté pour un élu local de gérer cette situation, a mis en avant le critère de "radicalité de gestion". Pour elle, un maire peut peser dans le débat et prendre des mesures fortement ancrées à gauche.

Dominique Lesparre, maire de Bezons, initiateur du Comité de défense de l'hôpital d'Argenteuil, a appelé l'ensemble des participants à ce débat à se mobiliser pour les nombreuses actions à venir.

Pour leur part, trois élus communistes à la Santé des villes du Val d'Oise (Argenteuil, Bezons et Sarcelles) avaient rédigé et diffusé un communiqué condamnant le projet de loi Bachelot et alertant sur les conséquences dramatiques sur les hôpitaux du département.

TOUR DE FRANCE
des hôpitaux

TOUCHE PAS à mon hosto! à ma santé!



Françoise Nay
vice-présidente de la
*Coordination nationale
des comités de défense
des hôpitaux et maternités
de proximité*

La loi *Hôpital-Patients-Santé-Territoires*, qui devrait venir prochainement en discussion à l'Assemblée, sera lourde de conséquences sur le devenir de l'hôpital public. L'hôpital entreprise et la privatisation en sont le fer de lance avec, en particulier, l'introduction de missions de services publics pouvant être intégralement dévolues aux cliniques privées. Le renforcement de l'autoritarisme de l'État par le biais des agences régionales de santé vient compléter le tableau et donner les moyens des restructurations à marche forcée.

La campagne *Touche pas à mon hosto ! Touche pas à ma santé !* portée par trois collectifs*, a pour objectif d'informer, dénoncer et mobiliser.

Dans toute la France, et depuis le 27 septembre, se tiennent des dizaines d'initia-

tives sur la défense de l'hôpital public, de la santé et de l'égal accès aux soins pour toutes et tous partout. Des centaines de personnes se sont rassemblées à Montbéliard, Douarnenez, Clamecy, Lanneuzan, Die, Ruffec, Alès, Privas, Clermont, Juvisy, Lisieux, Concarneau, Moutiers, mais aussi Nîmes, Le Havre, Lille.

Luçon (Vendée) a été le théâtre d'une grande mobilisation nationale ayant débuté le 24 octobre par une manifestation rassemblant plusieurs centaines de personnes. Manifestation saluée par les applaudissements de la population locale.

Le lendemain, débats et ateliers ont nourri la onzième rencontre de la *Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité*. Dans une conférence de presse, des organisations politiques et des acteurs sociaux

ont rappelé leur soutien et leur engagement dans cette lutte pour la solidarité et le service public de santé.

Après Luçon, d'autres initiatives décentralisées sont d'ores et déjà prévues et le nombre de celles-ci augmentent tous les jours, mais il faudra aller plus loin !

Rendez-vous est pris.

* *Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité*
<http://www.coordination-nationale.org>

Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics
www.v-s-p.org

Collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins pour tous
<http://www.contre-les-franchises.org>